

**AUTEURE**  
Camila VAN DIEST

# **Reconversion culturelle d'une friche carcérale à Valparaíso (Chili). Les temporalités d'une « cause citoyenne » à l'épreuve des processus de rénovation urbaine**

## **RÉSUMÉ**

Les formes d'appropriation sociale des friches entrent souvent en tension avec les temporalités institutionnelles de la gestion urbaine. Les politiques et discours publics locaux ainsi que les anciennes fonctions des sites désaffectés constituent des facteurs nous permettant de saisir la singularité de ces processus de transformation. La reconversion des prisons est particulièrement amenée à composer avec les dynamiques d'interaction entre la ville et les espaces d'enfermement et, plus précisément, avec le stigmate que ces derniers assignent à leurs milieux d'implantation. Cette communication présente les résultats d'une recherche sur la trajectoire de l'ancienne prison publique de Valparaíso (Chili), désaffectée en 1999 et progressivement réaffectée à des usages culturels, artistiques et associatifs. Il s'agit d'examiner la manière dont cette friche carcérale, située dans un terrain convoité de cette ville portuaire classée sur la liste du patrimoine mondial de l'Unesco en 2003, devient un objet fédérateur d'action collective. Nous mettons au jour les temporalités et les enjeux démocratiques et urbains à l'œuvre dans la construction d'une « cause citoyenne » autour de cet ancien espace pénitencier.

## **MOTS CLÉS**

friches urbaines, ancienne prison, conflit urbain, Valparaíso

## **RESUMEN**

Las formas de apropiación social de los espacios urbanos abandonados o baldíos entran generalmente en tensión con las temporalidades institucionales de la gestión urbana. Tanto las políticas y discursos públicos locales como las antiguas funciones de los sitios desocupados nos permiten aprehender la singularidad de estos procesos de transformación. La reconversión de espacios carcelarios debe particularmente hacerse cargo de las dinámicas de interacción entre la ciudad y los espacios de encierro y, más precisamente, del estigma que estos últimos asignan a su entorno. Esta ponencia presenta los resultados de una investigación sobre la trayectoria de la cárcel pública de Valparaíso, desafectada en 1999 y orientada progresivamente a usos culturales, artísticos y asociativos. Estudiaremos la manera en que esta cárcel abandonada, situada en un terreno codiciado de esta ciudad portuaria – inscrita en la lista de patrimonio mundial de la Unesco en 2003 – se transforma en un objeto de acción colectiva. Mostraremos las temporalidades y dilemas democráticos y urbanos que participan de la construcción de una “causa ciudadana” en torno a este antiguo espacio penitenciario.

## **PALABRAS CLAVES**

Eriales urbanos, antigua cárcel, conflicto urbano, Valparaíso

## **INTRODUCTION**

La production des friches urbaines est directement liée aux mutations des villes, aux processus de désindustrialisation et aux projets de renouvellement qui accompagnent ces transformations. Si les formes d'appropriation sociale des friches entrent souvent en tension avec les temporalités institutionnelles de la gestion urbaine, les politiques et discours publics locaux ainsi que les anciennes fonctions des sites désaffectés constituent des facteurs nous permettant de saisir la singularité de ces processus de transformation. La reconversion des prisons est particulièrement amenée à composer avec les dynamiques d'interaction entre la ville et les espaces d'enfermement (Combessie, 2009) et, plus précisément, avec le stigmate que ces derniers laissent à leurs milieux d'implantation.

Les travaux consacrés aux anciennes prisons ou maisons d'arrêt – détruites, à l'abandon ou réaffectées – s'intéressent souvent à l'histoire pénitentiaire, aux caractéristiques des populations autrefois emprisonnées et aux multiples dilemmes que l'intégration de ces lieux dans leurs territoires suppose. Cette tendance est, par exemple, illustrée dans les études sur les prisons de Punta Carretas à Montevideo, désaffectée en 1986 et remplacée par un grand centre commercial, de Santiago du Chili, désaffectée en 1990, ou encore de Carabanchel à Madrid, démolie en 2008. Quant aux édifices carcéraux restaurés et requalifiés pour de nouveaux usages, comme c'est notamment le cas de l'ancienne prison de Johannesburg, la gestion des héritages difficiles (King & Flynn, 2012) se trouve souvent au cœur des questionnements.

Au croisement de la sociologie et de la géographie sociale, cette communication interroge la trajectoire de l'ancienne prison publique de Valparaíso (connue comme « Ex carcel de Valparaíso »), désaffectée en 1999 et progressivement réaffectée à des usages culturels, artistiques et associatifs. Notre travail s'appuie sur un corpus d'une soixantaine d'entretiens approfondis semi-directifs auprès des acteurs qui ont pris part à sa réhabilitation et à son occupation culturelle et/ou aux controverses soulevées. Ces entretiens ont été effectués auprès d'acteurs associatifs et institutionnels, d'artistes issus de différents métiers et d'habitants entre mars 2012 et septembre 2013 dans le cadre d'une thèse de sociologie. Notre cible n'étant pas tant l'histoire de la prison que la manière dont cette friche devient un objet fédérateur d'action collective, nous aborderons deux questions principales. D'abord seront analysées les modalités de coopération entre les pouvoirs publics et la société civile ayant permis d'enclencher ce processus d'occupation fondé sur l'activité associative locale, la valorisation patrimoniale et les pratiques artistiques. Nous soulignerons ainsi le rapport paradoxal existant entre, d'une part, ces formes de coopération pensées initialement comme transitoires et, d'autre part, les discours mettant en exergue la « participation citoyenne » alors dominants au Chili. En second lieu, nous explorerons dans quelle mesure les différentes étapes de l'appropriation sociale de l'ancienne prison, à mi-chemin entre l'institution et la société civile, sont rythmées par différents conflits, d'imaginaires et d'usages (Ambrosino & Andres, 2008) à l'origine desquels se trouve la promotion par les pouvoirs publics de projets d'infrastructure prévus sur les terrains de la prison. Décrits de par leur nature centraliste, leur perspective managériale ainsi que leurs modalités de gestion descendantes et peu participatives, ces projets s'inscrivent dans des processus de renouvellement urbain entraînant des formes de privatisation et de marchandisation de la ville.

À partir de ces deux angles d'approche, nous mettrons enfin en évidence les temporalités et les enjeux démocratiques et urbains à l'œuvre dans la construction d'une « cause » (Boltanski & Claverie, 2007) autour de l'ancienne prison de Valparaíso qui s'est érigée, au fil du temps, comme l'étendard d'une cause citoyenne. Comme nous le verrons, elle s'inscrit dans un spectre plus large de contestations du projet néolibéral sur le plan territorial, au regard desquelles Valparaíso, cadre géographique de notre étude, est dotée d'une valeur emblématique (Rojas Alcayaga & Bustos Urbina, 2015). Port principal du Chili et capitale de la région et de la province du même nom, Valparaíso a en effet subi les effets de la désindustrialisation, avant d'être érigée en « ville culturelle » à partir des politiques de patrimonialisation par le biais du label de l'Unesco.

La ville se caractérise par une topographie vallonnée, composée d'une quarantaine de collines et d'une plaine littorale étroite ; la place de l'ancien pénitencier y témoigne des recompositions de la morphologie et du peuplement urbain. Alors que la prison était, à l'époque de sa construction vers 1846, située en haut d'une colline, loin des secteurs les plus peuplés, au fil des années et comme résultat de l'urbanisation, elle s'est trouvée prise dans le tissu urbain. L'insécurité et l'insalubrité d'installations devenues vétustes ont conduit à sa désaffectation en 1999 ; en termes administratifs, la prison était propriété de la municipalité, qui la vend à l'État, incluant tant les terrains que les différents bâtiments et installations. La prison désaffectée reste donc sous la tutelle du secrétariat régional du ministère des Biens nationaux jusqu'en 2005, avant d'être rattachée au gouvernement régional (2005-2008) puis au ministère des Arts et de la Culture à partir de 2008.

## **1. UNE GESTION COOPÉRATIVE FAÇONNÉE PAR LA NOTION DE « PARTICIPATION CITOYENNE »**

La notion de « participation citoyenne » s'installe avec une prégnance singulière à partir de la restauration de la démocratie au Chili, et surtout avec les deux derniers gouvernements de la « Concertation des partis pour la démocratie », coalition de centre gauche au pouvoir entre 1990 et 2010. Cette consigne participative s'enracine dans la reconfiguration progressive d'un espace public affaibli par 17 ans de dictature (1973-1990), période marquée par les violations des droits humains et par la suppression des droits civiques. Plusieurs auteurs ont néanmoins souligné qu'inscrite dans le contexte de la réarticulation démocratique, la participation citoyenne reste une consigne « politiquement correcte » dans le panorama des années 1990 et du début des années 2000 au Chili (Delamaza, 2010 ; Cleuren, 2007 ; Garretón, 1996). En effet, malgré ses limites et ambivalences, force est de constater qu'une volonté participative, en phase avec ces discours dominants, a déterminé les

premières formes de l'appropriation citoyenne de l'ancienne prison désaffectée, ainsi que les modalités de contestation forgées par la suite.

Dans l'idée de gérer les risques associés à une infrastructure d'une telle envergure (2,2 ha) laissée à l'abandon, le secrétariat du ministère des Biens nationaux fait appel à des professionnels culturels habitant à Valparaíso pour créer une association capable de contribuer à l'animation et à la restauration progressive du site. Des musiciens, plasticiens, gens de cirque et de théâtre – pour la plupart à la marge des circuits de légitimation artistique situés à Santiago – sont ainsi invités à se servir des anciennes installations pour leurs pratiques créatives ou pour exposer leurs travaux au public. Cette idée de coopération amènera à la création d'une Association des amis chargée de piloter une administration hybride qui doit composer avec l'incertitude quant aux usages officiels du lieu (van Diest, 2017).

Les passerelles entre le ministère des Biens nationaux et l'Association des amis sont alors manifestes et leurs perspectives tendent à converger. Les trajectoires des différents acteurs qui transitent d'une sphère à l'autre (Dagnino *et al.*, 2006) sont l'une des raisons principales de cette confluence. Par exemple, comme le suggère l'enquête de terrain effectuée, certains professionnels employés au ministère qui militent aussi dans des associations locales de défense du patrimoine font des allers-retours entre l'institution et l'Association des amis, mettant au service de cette dernière leur capital d'expertise. Soutenues par les autorités locales, ces formes d'appropriation de l'ancienne prison fondées sur la devise assez consensuelle de « participation citoyenne » seront ensuite mises au profit de la contestation des projets d'infrastructure urbaine promus par les pouvoirs publics centraux.

## 2. DE LA PARTICIPATION À LA « CAUSE » CITOYENNE : TEMPORALITÉS ET CONFLITS

L'arrangement consensuel entre les pouvoirs publics locaux et les acteurs citoyens est perturbé par deux projets d'infrastructure culturelle qui n'ont, au final, pas vu le jour. En premier lieu, une vaste opération immobilière – promue par le gouvernement de Ricardo Lagos (2000-2006) – prévoyant la construction de logements et d'équipements hôteliers, universitaires et culturels, impliquant aussi la disparition des installations carcérales, est annoncée en 2002. Le processus vertical de décision par lequel le niveau central présidentiel s'impose alors aux acteurs locaux, ainsi que l'objectif de profit économique affiché dans ce projet, sont fortement contestés. Ces aspects viennent dévoiler aux yeux des acteurs associatifs et culturels engagés dans la réhabilitation du site la fragilité des discours officiels sur la participation citoyenne, discours sur lesquels prend appui la coopération entre la société civile et l'institution. La promotion de cette opération immobilière révèle en outre un clivage au sein des discours officiels : si la position des autorités locales s'approprie et fait sienne la consigne de la participation citoyenne, le niveau central de la présidence promeut surtout la relance économique de Valparaíso. La question de la « participation citoyenne » est désormais mobilisée en opposition aux démarches officielles de la présidence à l'égard de l'ancienne prison, façonnant une bonne partie des argumentaires de rejet à ce projet. On reconnaît alors à la prison une portée politique plus conflictuelle et explicite.

Une fois ce projet écarté, principalement en raison des actions collectives entreprises, un deuxième projet est annoncé en 2007, signé par le célèbre architecte brésilien Oscar Niemeyer. Des occupants de l'ancienne prison, mais aussi des associations locales et des habitants, blâment les promoteurs du projet pour l'absence de tout dispositif « participatif » – même pas une simple « consultation » – auprès des groupes engagés dans la vie sociale et culturelle de l'ancienne prison qui découvrent le projet dans la presse. L'approche centraliste et verticaliste est ainsi dénoncée. Les actions collectives entreprises contre le projet de Niemeyer comprennent, entre autres, des lettres aux autorités, des assemblées, la recherche de soutiens politiques dans un contexte d'élections municipales imminentes, des publications d'articles dans des journaux locaux, des cortèges et manifestations. Mais c'est surtout la condition précaire du travail artistique développé par les occupants de l'ancienne prison, délogés du site durant ces controverses, qui prend le devant de la scène et qui rejoint les significations à l'œuvre dans la revendication citoyenne de cet espace. Ce projet est finalement écarté en 2008. Un espace culturel est bâti sur les terrains de la prison en 2011, préservant les anciennes installations. À partir des entretiens réalisés, les analyses développées dans cette communication nous permettront de conclure que l'ancienne prison, théâtre de multiples usages sociaux, de spéculations et de luttes urbaines, devient l'objet d'une « cause » fondée principalement sur quatre argumentaires : le rejet de la marchandisation et de la privatisation urbaines, le rejet du centralisme, le droit au travail des artistes locaux et – un aspect que nous avons dû laisser entre parenthèses – les enjeux du patrimoine et de la mémoire sociale.

## RÉFÉRENCES

- Ambrosino C., Andres L., 2008, « Fiches en ville: du temps de veille aux politiques de l'espace », *Espaces et sociétés*, vol. 3, n° 134, p. 37-51 [en ligne: [www.cairn.info/revue-espaces-et-societes-2008-3-page-37.htm](http://www.cairn.info/revue-espaces-et-societes-2008-3-page-37.htm), consulté le 07/01/2020].
- Boltanski L., Claverie E., 2007, « Du monde social en tant que scène d'un procès », in L. Boltanski, E. Claverie, N. Offenstadt et S. Van Damme (dir.), *Affaires, scandales et grandes causes*, Paris, Stock, p. 395-452.
- Cleuren H., 2007, "Local Democracy and Participation in Post-Authoritarian Chile", *European Review of Latin American and Caribbean Studies*, n° 83, p. 3-18.
- Combessie P., 2009, « Flux migratoires, villes, prisons : analyse sociologique d'une forme de canalisation des circulations humaines », in M. Herzog-Evans (dir.), *La prison dans la ville*, Toulouse, Eres, p. 15-44.
- Dagnino E., Olvera A.J., Panfichi A., 2006, "Introducción. Para otra lectura de la disputa por la construcción democrática en América Latina", in E. Dagnino, A.J. Olvera et A. Panfichi (dir.), *La disputa por la construcción democrática en América Latina*, México, Fondo de Cultura Económica, p. 15- 99.
- Delamaza G., 2010, "La disputa por la participación en la democracia elitista chilena", *Latin American Research Review*, 45(4), p. 274-297.
- Garretón M.A., 1996, "Human Rights in Democratization Processes", in E. Jelin et E. Hershberg (dir.), *Constructing Democracy. Human Rights, Citizenship and Society in Latin America*, Boulder, Westview Press, p. 39-56.
- King T., Flynn M. K., 2012, "Heritage and the Post-Apartheid City: Constitution Hill, Johannesburg", *International Journal of Heritage*, 18(1), p. 65-82.
- Rojas Alcayaga M., Bustos Urbina V., 2015, "Valparaíso: El derecho al patrimonio", *Revista Antropología del sur*, vol. 3, p. 155-173.
- Van Diest C., 2017, « Mémoire collective, participation citoyenne et contestations urbaines : la construction de l'Ex carcéral de Valparaíso (Chili) comme un espace patrimonial », in E. Auclair, A. Hertzog et M.L. Poulot (dir.), *De la participation à la co-construction des patrimoines urbains*. Paris, Éd. Le manuscrit, p. 107-131.

## L'AUTEURE

**Camila van Diest**

CERLIS

camila.vandiest@gmail.com